

**4ème Forum International en Afrique
pour promouvoir l'enseignement traditionnel et la paix
Dr Mahamadou KONE à Nouakchott**

MALI 

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 11 JANVIER 2024

1503

Malikilé

www.malikle.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Scandale de corruption à l'EDM-SA

**Des hauts responsables placés en
garde à vue**



L'or du Mali :
Des milliards versés dans les caisses de l'État



Tombola de fin d'année :
Sibé Fané remporte la voiture

Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*

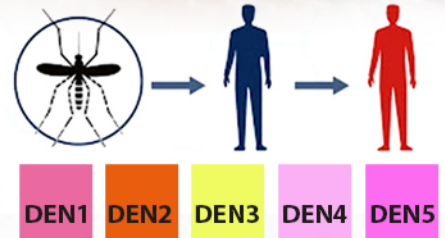


CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation :
4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux
- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (sommolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires
- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION



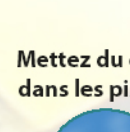
Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue*



Éviter l'eau stagnante



Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie



MALIKILÉ Sensibilisation

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

P.12



P.20



P.24



/ Une /

Scandale de corruption à l'EDM-SA :
Des hauts responsables placés en garde à vue

P.4

/ Breves /

Le Ministre de la Promotion de la Femme à Kayes : Visite les femmes casseuses de pierre
La diplomatie malienne en 2023 : Un récapitulatif des actions importantes
La Constitution du Mali : Un pilier du respect des valeurs et de l'éducation aux valeurs
4ème Forum International en Afrique pour promouvoir l'enseignement traditionnel et la paix :
Dr Mahamadou KONE à Nouakchott

P.11

P.12

P.13

P.14

/ Actualité /

Tombola de fin d'année :
Sibé Fané remporte la voiture
L'or du Mali : Des milliards versés dans les caisses de l'État
Après le scandale à la COP-28 : Un cadre limogé à l'AEDD

P.16

P.18

P.20

/ Politique /

Forum national pour la relance économique du Mali :
La souveraineté est endossée à un développement endogène
Moussa Mara : "Il y a un risque réel que les Maliens finissent par se soulever"

P.23

P.24

/ Culture & Société /

Démarches administratives :
Demande d'extrait d'acte de naissance

P.26

/ International /

Gaza : Trois mois de crime contre la population civile
BRICS+ : Un élargissement impressionnant
Niger : Vers une sortie de crise ?

P.27

P.30

P.32

/ Sport /

CAN/COTE D'IVOIRE-2023
Plus de 3 milliards de F CFA pour le vainqueur

P.33

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations
[AMPI]

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass –
Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- **Gérant:** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef:**
- **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial:** Youssef Diarra
- **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



Scandale de corruption à l'EDM-SA

Des hauts responsables placés en garde à vue

Le mercredi 10 janvier 2024, la Brigade du Pôle National Économique et Financier a procédé à l'arrestation de plusieurs individus impliqués dans une affaire de contrefaçon et d'atteinte aux biens publics. Parmi les personnes placées en garde à vue, on retrouve des hauts responsables de l'EDM-SA (Energie du Mali -SA). Cette opération vise à faire la lumière sur des pratiques présumées illégales qui ont eu des conséquences dramatiques sur la vie des consommateurs. Des sociétés ont été fermées, des gens ont été privés de leur quotidien à cause

des coupures d'électricité à Bamako et ailleurs.

C'est la nomination de Madame le ministre Bintou Camara et son passage à l'ORTM qui a déclenché cette affaire. Elle avait promis le rétablissement du fonctionnement normal du service dès le lendemain de son entretien sur la télévision nationale. Il semblerait que cela soit plus compliqué que Madame le ministre ne le croyait. Et depuis, les populations étaient plongées dans le noir total sans avoir d'explication.

Le désespoir avait déjà habité tout le monde. Mais ces interpellations vont certainement redonner espoir aux populations.

Les personnes placées en garde à vue sont : Koureichi KONARÉ, Madame Aminata NIANE, Secrétaire Général chargé du département juridique et du département contrôle des contrats et passation des marchés. Mamadou Sidibé, Chef du département contrôle des contrats et passation des marchés et compliance, Boubacar DIALLO, Ancien Directeur Administratif et



Financier, actuellement conseiller spécial du DG, Joseph THERA, Chef du département juridique, Ousmane TRAORÉ, Ancien Directeur de la production, Madame Saran DIAKITE, Inspecteur des douanes, ancien chef du bureau des produits pétroliers. Ils sont accusés d'avoir participé à des pratiques frauduleuses liées à la passation des marchés et à la communication de l'EDM-SA.

L'ancien Ministre de l'Energie et de l'Eau, Monsieur Lamine Seydou

TRAORÉ, ainsi que Samba Ben Moussa DIAKITE, Directeur Général Adjoint sortant, sont également accusés d'être impliqués dans cette affaire, mais n'ont pas pu être entendus car ils se trouvent actuellement à l'étranger.

L'arrestation de plusieurs hauts responsables de l'EDM-SA, y compris le Directeur Général sortant, ainsi que des membres de haut niveau des départements juridique, contrôle des contrats et passation

des marchés, et communication, met en évidence un scandale de corruption présumé au sein de cette société publique malienne. Les enquêtes en cours visent à établir les responsabilités et à traduire en justice les personnes impliquées dans ces pratiques illégales. Cette affaire souligne l'importance de lutter contre la corruption et de garantir la transparence dans la gestion des biens publics.

■ La rédaction

malikile.com
LE QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALE, D'ACTUALITÉ ET DE PUBLICITÉ

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! "

74^{ème} Malinké
 MIGRATION IRREGULIERE :
 48 MALIENS PERISSENT EN MER

SALON DES
MEDIAS
DU MALI

3 EME
ÉDITION



DU 09 AU 12 MAI
2024

l o a d i n g . . .

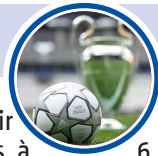
■ ORTM



#ORTM - #INFO : #NECROLOGIE | Nous vous informons du rappel à Allah d e notre doyen Seydou TOURE dit dougou- tigui, agent de l'ORTM à la retraite. Nous prions Dieu pour le repos éternel de son âme, dors en paix doyen



■ Le football en temps reel



Paul Pogba est confiant de pouvoir faire passer la suspension de 4 ans à 6 mois. L'audience de Paul Pogba est fixée à la mi - f é - vrier.

Le Français et son équipe d'avocats travaillent sur une belle défense. L'objectif fixé réduisait la disqualification à un maximum de 6 mois. [@MatthijsPog]



■ Tony Wba



Yeah Samaké, un visionnaire patriote dédié à servir notre nation malienne. Par ses initiatives financières audacieuses, il propulse un programme politique novateur. Son engagement envers un nouveau système éducatif, l'exploitation responsable de nos ressources naturelles, l'introduction de systèmes énergétiques et éoliens témoigne de sa vision progressiste.

Yeah Samaké s'illustre par la réinstauration de l'administration dans le nord, renforçant ainsi l'unité nationale. Son plaidoyer pour une agriculture moderne en lutte contre la famine et le chômage des jeunes maliens résonne comme une expression courante de son souci pour le bien-être de notre société.

En ces temps où la leadership authentique est indispensable, nous rendons hommage à Yeah Samaké pour son dévouement exemplaire envers un Mali prospère, éduqué, énergétiquement indépendant et socialement équitable. Yeah Samake Yeah Samake Niankoro Ambassador Yeah Samake



■ Mody Sidibe



1 an d'anniversaire de la construction des salles de classes de mon aîné, ami et pragmatique Yeah Samake, il est venu m'offrir ce cadeau à Sibiribougou a travers son ONG empower Mali. J'ai formulée la demande compte tenu de la souffrance des enfants de mon quartier qui m'a tout donné et il a répondu favorablement.

Yeah samake est une école oui un homme de bon cœur

Que le travail ne suffit plus !

FAIRE BATTRE LE CŒUR DU MALIEN POUR LE MALI



■ Ouverture Média - OM



Bourama Soumano aux Aigles : << Vous partirez au même combat comme les FAMAS et donnons votre âme pour venir avec ce trophée et joie au Mali . Ça fait 12 ans, Les Maliens n'ont accès à dormir tranquille à cause de la Famine, guerre, manques d'électricité...

Ce qui peut être solution que les Maliens oublient ça, c'est Cette COUPE.

Les FAMAS ont fait leurs mieux ça reste vous maintenant. Donnons nous la joie.>> a dit.

RAMENEZ NOUS LA COUPE À LA MAISON





■ **Kossa Maiga**



Les choses sérieuses commencent dans l'affaire EDM. Une liste kilométrique des personnes interpellées est attendue au pôle économique.
Kala a ma harandi!

■ **Ras Dial Ras Dial**



NUMÉRO VERT DE LA JUSTICE EST DÉ-SORMAIS 36 111 EN CAS D'INJUSTICE.
STUDIO MALI

■ **Les Aigles Du Mali**



Colonel SADIO CAMARA :« Soldats du ballon rond, vous recherchez la victoire pour le pays au même au même titre que les FAMAS . Les Maliens vous font confiance comme ils font confiance aux FAMAS. Ils vous soutiennent comme ils soutiennent les FAMAS »>> a dit.

C'est des mots fortes et chaque joueur doivent mettre en tête (La coupe où rien).

[Les Aigles Du Mali]

#adm_bmg. #lesaiglesdumali_bmg



■ **Révérend Camille Makosso**



APRÈS HAMBAK - ARAFAT TON DÉPART A ÉTÉ CAPABLE DE ME RENDRE MALADE ET ME VOIR PLEURER COMME UN ENFANT TANT TU ÉTAIS BON DE CŒUR ET C'EST UN PROBLÈME DE CŒUR QUI T'EMPORTE.

« SEIGNEUR POURQUOI LES BONNES PERSONNES PARTENT SI VITE? »



COMMUNIQUÉ

DIRECTION GÉNÉRALE



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

La Direction Générale porte à la connaissance des pensionnés de l'INPS que l'objectif du contrôle physique est d'identifier les bénéficiaires de pensions afin d'éviter que des droits ne soient payés à des personnes non indiquées.

A cet effet, elle informe tous les bénéficiaires de pension que **l'absence du contrôle physique entraîne systématiquement la suspension des droits à partir de janvier 2024.**

La Direction Générale sait compter sur votre bonne compréhension.

Bamako, le 03 janvier 2024

La Direction Générale

Le Ministre de la Promotion de la Femme à Kayes

Visite les femmes casseuses de pierre

Le Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Dr COULIBALY Mariam MAIGA, a récemment effectué une visite à Kayes dans le but de rencontrer et d'apporter son soutien aux femmes casseuses de pierre de la carrière de Felou, située dans la commune de Hawa Dembaya. Cette visite a été réalisée en présence du Gouverneur de la Région, le Col-Major Moussa SOUMARE, ainsi que de la Directrice régionale de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

L'objectif de cette visite était double. D'une part, il s'agissait pour le Ministre de s'informer des conditions de travail de ces femmes courageuses qui, sous un soleil ardent, cassent des pierres à l'aide de marteaux et de daba pour gagner leur subsistance quotidienne. D'autre part, cette visite visait à remettre des dons aux femmes casseuses de pierre.

Les équipements offerts comprenaient notamment des marteaux, des houes, des bâches, des pagnes 8 Mars, des gants, ainsi qu'une enveloppe symbolique. Ces dons matériels constituent un appui précieux pour ces femmes qui, malgré les difficultés auxquelles elles sont confrontées, se rendent utiles à elles-mêmes et à leur famille. En effet, elles sont souvent exposées à des maladies et à

d'autres incidents de travail, et elles vendent fréquemment les pierres à un prix dérisoire afin de subvenir à leurs besoins essentiels, tels que l'alimentation, la santé et l'éducation de leurs enfants.

Après avoir visité les femmes casseuses de pierre, le Ministre de la Promotion de la Femme s'est rendu au siège de l'association des femmes cheminots de Kayes. Ces femmes sont très engagées dans la transformation des produits locaux tels que l'arachide, le baobab et le bissap. Parallèlement, elles mènent également des activités de sensibilisation contre les violences basées sur le genre (VBG) dans les localités de Kayes.

Lors de sa visite à l'association des femmes cheminots, le Ministre a remis une enveloppe symbolique en guise d'encouragement. Elle a exprimé son admiration pour l'engagement et le dynamisme de ces femmes courageuses de Kayes qui s'investissent dans des activités génératrices de revenus, contribuant ainsi à l'autonomisation des femmes. Malgré les conditions défavorables, ces femmes font preuve d'une détermination remarquable.

Le Ministre Maïga a déclaré qu'elle réfléchissait déjà à des stratégies de mobilisation de partenaires pour soutenir davantage ces femmes dans leurs activités. Cette visite a permis de mettre en lumière la situation de ces femmes casseuses de pierre et des femmes cheminots, et de sensibiliser le public à leur travail acharné et à leur contribution à la société.

Arouna Sidibé



La diplomatie malienne en 2023 : Un récapitulatif des actions importantes

L'année 2023 a été marquée par une série d'actions diplomatiques d'envergure de la part du Mali. Sous la direction des plus Hautes Autorités, la diplomatie malienne s'est engagée sur tous les fronts, tant au niveau sous-régional, régional qu'international, dans le but de défendre les intérêts stratégiques du pays et de faire entendre sa voix à l'extérieur. Cette démarche s'est faite de manière décomplexée, visant à favoriser une meilleure compréhension du narratif malien et de ses positions.

La rentrée diplomatique de 2023 a été marquée par une série d'initiatives significatives. Le Mali a activement participé à des conférences de haut niveau, portant sur des thématiques variées. Ces participations ont permis au pays d'établir des liens solides avec d'autres nations et d'approfondir la coopération bilatérale. Des visites d'amitié et de travail ont également été organisées afin de renforcer les partenariats existants.

Par ailleurs, le Mali a entretenu des relations étroites avec les Nations Unies. Dans un contexte marqué par le retrait progressif de la MINUSMA, la mission de maintien de la paix des Nations Unies au Mali, le pays a tra-

vaillé en collaboration avec l'organisation internationale pour garantir une transition en douceur. Le respect de la souveraineté du Mali, de ses choix de partenariat et des intérêts vitaux de ses populations a été une priorité constante pour la diplomatie malienne.

L'année 2023 a aussi été marquée par l'initiative de la nouvelle dynamique sous-régionale de défense collective et de développement intégré dans le cadre de l'Alliance des États du Sahel. Cette initiative, portée par le Mali, vise à renforcer la coopération entre les pays de la région pour faire face aux défis communs en matière de sécurité et de développement. La diplomatie malienne a joué un rôle clé dans la promotion de cette alliance et dans la mise en œuvre de projets concrets visant à améliorer les conditions de vie des populations sahéniennes.

La diplomatie malienne en 2023 a été dynamique et engagée sur le front avec ses partenaires. Le pays a-t-il su défendre ses intérêts stratégiques sur la scène internationale et renforcer ses partenariats bilatéraux ? La vision de la transition, basée sur le respect de la souveraineté du Mali et des intérêts de ses populations, a été au cœur de toutes les actions entreprises. La diplomatie malienne demeure ainsi le porte-étendard de cette vision et continue de travailler pour promouvoir les intérêts du pays et de sa population sur la scène internationale.

Fatou Sissoko



La Constitution du Mali : Un pilier du respect des valeurs et de l'éducation aux valeurs

La Constitution du Mali joue un rôle essentiel dans la préservation et la promotion des valeurs fondamentales ainsi que dans l'éducation aux valeurs. C'est une conviction profonde de Madame Fatoumata Sékou DICKO, Ministre déléguée auprès du Premier ministre chargée des réformes politiques et institutionnelles.

Dans le cadre des ateliers sur la IV^{ème} République, le Ministre a effectué des visites de courtoisie aux Autorités et Légitimités Traditionnelles de Kayes. Cette démarche avait pour objectif de solliciter leurs bénédictions et leurs précieux conseils. En tant que représentante des plus hautes autorités du pays, Madame le Ministre a remis des exemplaires de la Constitution du Mali au Coordinateur des chefs de Quartier de Kayes et au Doyen Hamet Niang.

Dans la continuité de cette initiative, Madame le Ministre a participé à la cérémonie d'ouverture de la session de sensibilisation sur la loi n°2015-052 du 18 décembre et sur la feuille de route «Genre, Elections et Reformes», en

compagnie de son homologue en charge de la promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

Soucieuse de respecter les engagements pris, Madame Fatoumata Sékou DICKO a également rencontré la jeunesse locale de Kayes. Au cours de cette rencontre, elle a exprimé sa gratitude envers la jeunesse de la cité de rails pour son implication remarquable lors de la diffusion du Projet de Constitution ainsi que lors du Référendum du 18 juin 2023. Elle a également offert un excellent cours dispensé par le Professeur Ibrahima Iba N'Diaye, portant sur les valeurs et la fierté d'être un MALIDEN (Fils du Mali).

Dans un geste symbolique fort, Madame le Ministre a remis des exemplaires de la Constitution à ces deux couches importantes de notre pays, tout en les encourageant à poursuivre le processus de dissémination.

Madame Fatoumata Sékou DICKO, Ministre déléguée auprès du Premier ministre chargée des réformes politiques et institutionnelles, fait preuve d'un engagement inébranlable envers ces principes en réalisant des actions concrètes telles que la remise de la Constitution aux Autorités et Légitimités Traditionnelles de Kayes ainsi qu'à la jeunesse locale.

Arouna Sidibé



4ème Forum International en Afrique pour promouvoir l'enseignement traditionnel et la paix

Dr Mahamadou KONE à Nouakchott

Le mardi 9 janvier 2024, le ministre des Affaires religieuses, du Culte et des Coutumes, Dr Mahamadou KONE, a participé au 4ème Forum International en Afrique qui s'est tenu à Nouakchott, en Mauritanie. Ce forum, axé sur la promotion de l'enseignement traditionnel en Afrique, avait pour objectif de favoriser le savoir et la paix sur le continent.

L'événement a rassemblé une trentaine de ministres et de cadres africains qui ont échangé des idées sur les stratégies permettant de trouver des solutions concrètes pour instaurer la paix en Afrique et dans le reste du monde. La participation du ministre Dr KONE a été saluée, tant pour sa présence que pour la qualité de sa communication.

Le ministre Dr Mahamadou KONE a captivé l'auditoire avec un discours émouvant et brillant. Il a souligné

l'importance de l'enseignement traditionnel en Afrique dans la préservation des valeurs culturelles et religieuses, ainsi que dans la promotion de la paix. Il a également mis en avant les liens étroits entre l'éducation et la stabilité sociale, en insistant sur le rôle central que joue l'enseignement traditionnel dans la construction d'une société pacifique et harmonieuse.

Le discours du ministre a suscité un vif intérêt et a été largement applaudi par l'audience. Sa contribution a permis de mettre en lumière les défis auxquels l'enseignement traditionnel est confronté en Afrique, tout en soulignant les opportunités qu'il offre pour promouvoir la paix et le développement durable.

La participation du ministre des Affaires religieuses, Dr Mahamadou KONE, au 4ème Forum International en Afrique a été une occasion unique de promouvoir l'enseignement traditionnel et de souligner son rôle essentiel dans la consolidation de la paix. Son discours émouvant et brillant a contribué à enrichir les débats et à inspirer les participants à poursuivre leurs efforts pour une Afrique plus pacifique et prospère.

Arouna Sidibé





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux

niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;

- d'émettre un avis sur la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites ;

Article 6 : Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Tombola de fin d'année : Sibé Fané remporte la voiture



Les responsables de Canal+ Mali ont tenu une conférence de presse le 9 janvier 2024 au Palais des sports de Bamako. L'objectif était de permettre au public de vivre en temps réel la CAN 2024 à Abidjan, comme s'il était en Côte d'Ivoire. En plus des festivités de la CAN, il y a également eu la remise des prix de la tombola qui a eu lieu du 1er au 31 décembre 2023. Les gagnants de cette tombola ont reçu chacun un groupe électrogène, tandis que d'autres ont reçu des billets d'avion Bamako-Abidjan-Bamako. Sibé Fané a remporté la voiture lors d'un tirage au sort transparent.

Selon le modérateur, cette conférence de presse avait pour but de faire vivre la CAN en Côte d'Ivoire aux populations d'Abidjan, Bouaké, San-Pedro, Yamoussoukro et surtout à Korogo avec les Aigles du Mali. Lors de cette 34ème édition de la Coupe d'Afrique des Nations en Côte d'Ivoire, il y aura 24 équipes pour 52 matchs. Tous ces matchs se joueront dans 6 stades. Comme d'habitude, Canal+ Mali offrira à ses abonnés la possibilité de vivre les compétitions dans les villes qui les accueilleront. «Pendant la CAN, le public malien pourra suivre intégralement les matchs ici au Palais des

sports grâce à Canal+.

Pour Nouhoum Christiane, responsable clients, c'est toujours un immense plaisir de se présenter devant les médias pour présenter l'offre spéciale de Canal+ Mali. «Nous avons deux offres, la première concerne ceux qui n'ont pas la chance ou l'opportunité de regarder nos bouquets, qui ne bénéficient pas encore de l'offre Canal+. Pour eux, nous avons prévu une offre spéciale qui leur permettra d'accéder à toutes nos chaînes Canal+ à partir de 5000f. L'offre de base est à 5000f, et tout abonné peut aujourd'hui y ac-

céder en payant seulement 10000f, soit 5000f pour la formule Access de base et 5000f pour bénéficier d'une parabole. La parabole est offerte et ils auront accès à toutes nos chaînes à partir de cette offre. Ce qui est encore plus extraordinaire, c'est que nous offrons aux nouveaux abonnés la possibilité de bénéficier d'une installation gratuite avec le décodeur HD. Ils auront accès à toutes les images pour seulement 10000f. Cette offre est disponible sur tout le territoire du Mali», a-t-il expliqué.

Pour Yacouba Diallo, responsable des réabonnements, cette CAN est spéciale. «Nous aurons notre étoile cette année. Imaginez notre première étoile sur la terre des éléphants. Comme je l'ai dit pré-

cédemment, cette CAN est spéciale dans toute sa splendeur. C'est pourquoi Canal+ a dédié une chaîne spéciale appelée CAN 2024 en Côte d'Ivoire.» C'est une première dans l'histoire des chaînes de télévision qu'une entreprise de télévision payante dédie une chaîne spécialement à une compétition. La formule de base est de 5000F. Cette année, avec 5000F, vous aurez la possibilité de suivre tous les matchs de la CAN », a-t-il ajouté.

De plus, les heureux gagnants de la tombola qui a eu lieu du 1er décembre au 31 décembre 2023 ont reçu leurs prix. Neuf gagnants ont remporté chacun un groupe électrogène. Il s'agit d'Issiaka Camara, Moussa Bagayoko, Zoumana Touré,

Demba Diawara, Alassane Bah, Souleymane Koné, Madame Coulibaly Fanta, Amadou Touré et Kalifa Ouologuem. Dans la même veine, huit lauréats ont reçu un billet d'avion aller-retour Bamako-Abidjan-Bamako. Il s'agit d'Oumar Touré, Fouseini Haidara, Issa Sanogo, Michel Tofen, Soumaïla Traoré, Madame Souadou Kamiya, Amadou Maïga et Oumar Dao. Le grand gagnant de cette tombola s'appelle Sibé Fané. Il a remporté une voiture toute neuve. Tous ces gagnants n'ont payé que 5000F pour renouveler leur abonnement à Canal+, entre le 1er décembre et le 31 décembre 2023.

■ **Ibrahim Sanogo et Mamadou Komina**, stagiaires



L'or du Mali: Des milliards versés dans les caisses de l'État



L'exploitation de l'or au Mali a récemment fait l'objet de révélations grâce à l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE-Mali), qui a tenu sa première session de l'année 2024. Malgré le fait que le Mali ne bénéficie que d'une faible part des profits générés par cette activité, des milliards de francs CFA

sont tombés dans les caisses de l'État. Cet article examinera en détail les chiffres révélés lors de cette session et soulignera l'importance de la transparence et de la bonne gouvernance dans le secteur minier.

Selon Boureima Cissé, le secrétaire permanent par intérim de

l'ITIE, le secteur minier a rapporté près de 500 milliards de F CFA au budget de l'État en 2021. De plus, dans les régions de Kayes et Sikasso, le secteur minier a contribué près de 9 milliards de F CFA au budget des collectivités locales. Ces chiffres démontrent l'importance économique de l'exploitation minière au Mali.

Les grandes lignes du plan de travail de l'ITIE pour l'année 2024 comprennent les activités ordinaires ainsi que les nouvelles orientations données par les autorités du pays. Parmi les priorités figurent la lutte contre la corruption dans le secteur minier et les questions liées au développement économique. Le nouveau Code minier met également l'accent sur ces priorités, ce qui souligne l'engagement du Mali à promouvoir la transparence et la bonne gouvernance dans le secteur.

Le conseil d'administration de l'ITIE internationale a annoncé une évaluation ciblée qui portera sur cinq exigences clés. Il s'agit notamment de l'engagement du gouvernement, de l'engagement de la société civile, de l'octroi et de la gestion des licences, ainsi que de la divulgation des contrats. Le chef de cabinet du ministère des Mines a souligné que le Secrétariat permanent du Mali travaille avec professionnalisme pour faciliter cette évaluation en collaboration avec les parties concernées.

Tout le monde s'accorde sur le

fait que le secteur minier est aujourd'hui au cœur des priorités des autorités de la Transition au Mali. Le chef de l'État, le colonel Assimi Goïta, a souligné l'importance des réformes de 2023, notamment l'adoption du nouveau code minier et de la loi sur le contenu local, qui ouvrent la voie à d'énormes opportunités de développement endogène et à d'importantes ressources budgétaires. La conduite de ces réformes devra s'accompagner d'une totale transparence pour que la contribution des ressources minières au développement du Mali soit visible pour tous.

L'exploitation minière de l'or au Mali a permis d'injecter des milliards de francs CFA dans les caisses de l'État. Bien que le pays ne bénéficie que d'une part limitée des bénéfices générés par cette activité, les autorités maliennes reconnaissent l'importance de la transparence et de la bonne gouvernance dans le secteur. L'ITIE-Mali s'engage à promouvoir ces valeurs et à faciliter l'évaluation ciblée de l'ITIE internationale. Le secteur minier demeure une priorité pour le

développement économique du Mali, et il est essentiel de veiller à ce que ses ressources bénéficient réellement au peuple malien. La croissance et le développement d'un pays sont essentiels pour réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie de sa population. Afin d'atteindre cet objectif, il est nécessaire de mettre en place des mécanismes de transparence et de bonne gouvernance. C'est précisément ce que prévoit le nouveau code minier de 2023 au Mali.

Ce code exige que tout détenteur ou postulant à un titre minier respecte les principes et règles de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE). L'ITIE est un ensemble de normes qui vise à promouvoir une gestion transparente des ressources naturelles, notamment dans le secteur minier. En exigeant le respect de ces normes, le code minier met en avant l'engagement de tous les acteurs à travailler pour un secteur minier responsable et respectueux des principes d'une gouvernance vertueuse.

■ Ibrahim Sanogo

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp:70 44 22 23 - Mail:@gmail.com

Site:www.malikile.com

Après le scandale à la COP-28 : Un cadre limogé à l'AEDD



Le scandale survenu lors de la COP-28 à Dubaï continue de susciter l'indignation au Mali. Suite à la révélation de l'incident par le bihebdomadaire Mali Tribune, la délégation malienne ainsi que la population de Bamako ont été choquées. Plusieurs semaines après cet événement, des mesures disciplinaires ont été prises au sein de l'Agence de l'environnement et du développement durable (AEDD), principal organisateur de la participation du Mali à la COP-28.

Selon nos sources, l'AEDD a pris des mesures drastiques pour punir les

responsables de l'affaire de la location induite du stand du Mali. Le responsable du point focal changement climatique, soupçonné d'être impliqué dans le scandale, a été relevé de ses fonctions. Des sources indiquent que d'autres sanctions plus sévères pourraient suivre. Le directeur général de l'AEDD assurera désormais le rôle de point focal changement climatique. Cependant, il convient de noter que la sanction n'est pas totale pour le moment, car le responsable conserve son poste de coordinateur de la Contribution déterminée nationale (CDN), organisme chargé des effets de serre.

Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable a également été interpellé dans cette affaire. En tant que département de tutelle de l'AEDD, il était responsable de l'organisation de la participation du Mali à la COP-28. Des sources indiquent qu'il aurait été soumis à une demande d'explication au plus haut niveau. Le ministre lui-même a passé deux semaines à Dubaï pour assister à cette conférence climatique internationale.

Lors de la COP-28 à Dubaï, un scandale a éclaté au sein de la délégation malienne. Le stand qui avait

été alloué gratuitement au Mali a été attribué à une ONG italienne moyennant une somme d'argent (estimée à 20 000 dollars US, soit plus de 11 millions de F CFA). Cette transaction douteuse aurait même eu lieu dès le mois d'octobre 2023, bien avant le début de la COP-28. Si le besoin de stand n'avait pas été exprimé au sein de la délégation malienne, cette transaction aurait probablement été passée sous silence.

Cependant, lorsque des membres de la délégation malienne, y compris des ministres, ont souhaité organiser une conférence dans le stand du Mali, ils ont découvert qu'il était occupé par des ressortissants d'un autre pays. Il s'est avéré qu'il s'agissait d'une ONG de la société civile italienne, qui a occupé le stand pendant toute la durée de la COP-28.

Les Italiens, considérés comme des intrus sur place, ont refusé de quitter les lieux malgré les demandes répétées de la délégation malienne. Le scandale de la location indue du stand du Mali lors de la COP-28 a en-

traîné des conséquences sérieuses à l'AEDD. Le responsable soupçonné d'être impliqué a été démis de ses fonctions, tandis que le ministre de l'Environnement a été appelé à s'expliquer. Il est essentiel de prendre des mesures fermes pour préserver l'intégrité et la réputation du Mali lors des conférences internationales telles que la COP. La transparence et la responsabilité doivent être les principes clés pour éviter de tels scandales à l'avenir.

Selon les informations fournies, il semble qu'une délégation malienne ait assisté à la COP-28 à Dubaï, aux Émirats arabes unis, du 30 novembre au 10 décembre 2023. Cependant, un scandale est survenu lors de cet événement, impliquant un reçu de location et l'humiliation du pays.

Le passage mentionne qu'un reçu de location en bonne et due forme a été présenté par un cadre de l'Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD). Cela indique que la délégation malienne avait loué un bien ou un espace pour son séjour à Dubaï. La

présentation de ce reçu de location, qui est une preuve de paiement, est importante pour attester du respect des procédures financières et de la transparence.

Des sources nous indiquent que la délégation malienne comprenait le ministre de la Santé et du Développement social ainsi que l'ancienne conseillère spéciale du président de la Transition chargée des œuvres sociales. Cette dernière, en tant que témoin oculaire de l'humiliation subie par le pays, était particulièrement choquée par l'incident.

La même source a souligné que, sans ce scandale, le Mali aurait réussi une participation remarquable à la COP-28. Il est indiqué qu'une forte délégation, composée de plusieurs ministres et de membres de la société civile, était présente lors de cet événement international. Cela suggère que le Mali avait une représentation importante et avait probablement des objectifs ambitieux pour cette conférence sur le climat.

■ **Karamoko B Keita**





**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**APPEL
GRATUIT**

**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Forum national pour la relance économique du Mali : La souveraineté est endossée à un développement endogène



Le Forum national pour la relance économique du Mali, qui s'est tenu du 30 au 31 mars 2023 à Ségou, a récemment présenté ses recommandations au président de la transition, le colonel Assimi Goïta, lors d'une réunion à Koulouba le lundi 8 janvier 2024. Les participants à ce forum espèrent que le président, grâce à son leadership qui a déjà donné une nouvelle orientation au Mali, considérera ces recommandations comme les siennes pour faire du pays un pays émergent.

Depuis près d'une décennie, le Mali organise des discussions sur le développement économique. Malgré la régularité de ces échanges, les recommandations formulées sont souvent peu suivies d'une véritable volonté politique, selon certains

exposés de la présentation du rapport de la rencontre de Ségou. C'est pourquoi, dans le contexte actuel de refondation de l'État, les acteurs économiques se sont engagés à établir les bases d'un Mali émergent. Ils ont également souligné que la souveraineté est liée à un développement économique endogène, en exprimant leur reconnaissance pour les efforts en cours dans le domaine de la défense, car il n'y a pas de développement sans sécurité.

Comme lors des précédentes rencontres similaires, les recommandations du forum national mettent l'accent sur des questions cruciales telles que la transition de l'agriculture vivrière vers une agriculture industrielle, la promotion des produits locaux, une politique d'accompa-

gnement adéquate du secteur privé et le développement du secteur minier, entre autres. Le renforcement des ressources humaines dans tous les secteurs économiques a également été pris en compte.

Le président de la Chambre de commerce et d'industrie, M. Mandjou Sympara, en tant qu'acteur majeur de l'économie malienne, estime que si les recommandations sont prises en compte par les décideurs, le Mali n'aura plus besoin d'autres pays pour son développement.

En plus des recommandations, le rapport propose également des stratégies de mise en œuvre des différentes suggestions dans son annexe, afin de faciliter leur application.

Du côté du gouvernement, le mi-

nistre de l'industrie et du commerce, Moussa Alassane Diallo, a d'abord salué le rôle important des opérateurs économiques pour la résilience de l'économie malienne lors des sanctions «illégales, illégitimes et inhumaines» imposées par la CEDEAO et l'UEMOA en 2022. Il a ensuite souligné l'engagement du président de la transition, le colonel Assimi Goïta, pour la relance de

l'économie malienne. Il a affirmé que le forum était une réponse claire à la volonté et à la disponibilité du chef de l'État d'accompagner le secteur privé et le monde des affaires.

Le Forum national pour la relance économique du Mali a formulé des recommandations importantes pour faire du pays un pays émergent. En mettant l'accent sur un

développement économique endogène, ces recommandations abordent des questions clés telles que l'agriculture, le secteur privé et le secteur minier. Il reste maintenant à mettre en œuvre ces recommandations afin de réaliser les aspirations du peuple malien et de construire un avenir prospère pour le pays.

Ibrahim Sanogo

Moussa Mara:

“Il y a un risque réel que les Maliens finissent par se soulever”



Le parti Yelema (le changement) a animé, hier dimanche 7 janvier 2024, une conférence de presse dans son QG de campagne sis à l'ACI 2000 pour tirer la sonnette

d'alarme sur la situation du pays et faire des propositions. Le principal conférencier était l'ancien Premier ministre Moussa Mara. Le conférencier a mis l'accent sur le traitement

approprié de cinq grands défis avec le soutien de tous les Maliens.

Il s'agit, entre autres, de la paix au nord et ailleurs dans le pays ; la crise

énergétique ; les difficultés financières et économiques ; les restrictions et autres atteintes à la liberté d'opinion ; le retour du pays à l'ordre constitutionnel.

À l'entame de son propos, l'ancien Premier ministre Moussa Mara a insisté à dire que la réussite de la transition actuelle était un devoir impérieux pour toute personne soucieuse de notre pays. Selon lui, c'est cette réussite qui conditionnera le succès futur des régimes qui lui succéderont, non seulement sur le plan sécuritaire, mais également dans les domaines politique et socio-économique.

« En ces moments particulièrement difficiles pour le pays, il est impératif que chacun d'entre nous mette de côté ses calculs et agendas et que nous nous retrouvions autour de nos autorités et de notre pays. L'unité autour des autorités de la transition est seule en mesure de nous permettre de faire face aux graves défis de l'heure », a appelé Moussa Mara.

Comme défis à faire face urgemment, il a évoqué la question de la paix au nord et ailleurs dans le pays. Sur ce sujet, Moussa Mara a soutenu que l'annonce faite par le chef de l'État en faveur d'un dialogue inter-maliens devant conduire à une offre globale de paix avec nos compatriotes engagés dans la rébellion était positive et devait être accompagnée. Il a proposé de multiplier les passerelles permettant à la CMA et au CSP de prendre part à cet exercice.

Quant à la pénurie d'énergie qui frappe notre pays et qui se traduit par des coupures d'électricité aux conséquences très négatives sur le plan économique mais également social, le conférencier a affirmé qu'il apparaît clairement que la fin du calvaire de nos compatriotes n'est pas pour demain. Il a fait remarquer que face à la période de chaleur dans les semaines à venir, dans le contexte du ramadan ou simplement devant

l'impossibilité de travailler, "il y a un risque réel que les Maliens soient exaspérés et finissent par se soulever".

« Il est impératif que nous anticipions et que nous agissions ensemble pour faire face aux difficultés à venir. «Cela nécessite que les autorités indiquent clairement ce qui peut être fait et ce qui ne peut l'être. Cela nous impose ensuite de communiquer, partager le fardeau entre les différentes composantes du pays et rester solidaires face aux difficultés jusqu'à la survenue des premiers signes d'amélioration», a déclaré Moussa MARA.

Abordant les difficultés financières et économiques du pays qui se traduisent par des difficultés pour l'État de faire face à ses engagements financiers, le conférencier a souligné les restrictions budgétaires, la grande difficulté de l'État à payer la dette intérieure, le recours important au marché financier régional dans des conditions très restrictives, l'utilisation importante des ressources des banques nationales pour financer l'État.

Pour remédier à cette difficulté financière, il a recommandé de la reconnaître, la partager et y faire face en répartissant les efforts à fournir entre les différents acteurs publics et privés.

Parlant de la liberté d'expression, Moussa MARA a expliqué que les restrictions et autres atteintes à la liberté d'opinion n'étaient pas dans l'intérêt de personne. Aussi, a-t-il déploré les actions de dissolution à l'encontre des partis politiques du fait d'émission d'opinion contraire.

Lors de son discours du 31 décembre 2023, évoquant le retour du pays à l'ordre constitutionnel, le Chef de l'État a indiqué la poursuite des efforts dans cette direction sans donner d'information précise sur le processus et les éventuels délais.

Le ministre de l'Administration territoriale avait également annoncé, il y a plusieurs mois, un «léger report» des élections sans donner d'indication. De même, les Maliens ont été témoins de l'effacement du budget des élections de la loi de finance pour 2024. Pour l'ancien Premier ministre, ces constats prédisent qu'il n'est pas prévu de scrutin en 2024.

«Il convient également de noter que plusieurs personnes travaillent sur des textes relatifs aux processus politiques sans perspective claire ni de collaboration avec les acteurs socio-politiques ni de chronogramme de travail. Il est nécessaire que les acteurs socio-politiques soient associés aux réformes et qu'il leur soit permis de contribuer à la rédaction des textes pour qu'ils puissent être inclusifs et pertinents. Il est également nécessaire que ces acteurs engagent avec les autorités de la transition des discussions profondes, sérieuses et complètes au sujet du retour consensuel à l'ordre constitutionnel», recommande Moussa MARA.

Il a saisi l'occasion pour lancer un appel à tous les Maliens d'aider la transition à réussir ses principaux défis et à aider ses animateurs à réussir leur mission au service de notre pays. De même, a-t-il demandé aux autorités de la transition de s'ouvrir à toutes les initiatives qui seront lancées dans cette perspective, de reconnaître la réalité de la situation du pays et d'accepter de travailler avec les forces vives dans la conduite des changements indispensables pour faire face aux situations avec succès.

« Nous n'avons pas le droit de laisser la transition et le Mali s'enliser progressivement et se noyer. Nous en porterons tous la responsabilité devant l'histoire et devant nos compatriotes », a averti l'ancien Premier ministre Moussa MARA.

PAR MODIBO KONÉ

Source : Info Matin

Démarches administratives : Demande d'extrait d'acte de naissance

Dans sa mission de service citoyen, Mali-Tribune, votre bihebdomadaire de référence va désormais vous informer sur les « démarches administratives » au Mali.

PROCÉDURE ET LIEUX DE DÉLIVRANCE :

- L'hôpital, la clinique, ou la maternité enregistre la naissance dans un registre d'état civil et transmet un volet (II) dit de déclaration de naissance à la mairie ou au Centre d'état civil dont il ou elle dépend.
- L'hôpital, la clinique ou la maternité remet à l'usager le numéro du volet de la déclaration de naissance qui à son tour le présente à la section état civil où le volet de la déclaration de naissance a été transmis.
- L'agent de la section d'état civil procède à l'enregistrement des informations contenues dans le volet. Cette opération est appelée transcription.
- L'usager vérifie l'exactitude des informations enregistrées.
- L'extrait d'acte de naissance, dit volet III, est soumis à la signature du maire avant d'être remis à l'usager qui pourra en faire des copies.
- Les parents ont un délai maximum de 1 mois (30 jours francs) pour déclarer la naissance de leur enfant. Passé ce délai, il faudra recourir à un jugement supplétif.
- L'extrait d'acte de naissance est une formule manuscrite. C'est sa copie qui est saisie à la machine.

DOCUMENTS À FOURNIR :

- Volet de déclaration de naissance de l'hôpital, la clinique ou la maternité pour obtenir l'extrait d'acte de naissance.
- L'extrait d'acte de naissance dit volet III pour obtenir une ou des copies de l'extrait d'acte de naissance.

RÉGION DE : DISTRICT DE BAMAKO		REPUBLIQUE DU MALI
CERCLE DE : //		Un Peuple - Un But - Une Foi
ARRONDISSEMENT DE : //		
COMMUNE DE : //		
CENTRE PRINCIPAL DE : LA COMMUNE III		
EXTRAIT D'ACTE DE NAISSANCE N°		
NINA : <input type="text"/>		
1 Prénom(s):		
2 Nom:		
3 Date de Naissance :		
4 Localité de Naissance : BAMAKO		
5 Sexe : MASCULIN		
Père	6 Prénom(s):	
	7 Nom:	
	8 Profession : COMMERCANT	
	9 Domicile : BAMAKO	
Mère	10 Prénom(s):	
	11 Nom:	
	12 Profession : SECRETAIRE DE DIRECTION	
	13 Domicile : BAMAKO	
14 Prénom(s) et Nom de l'Officier de l'état civil : BAKARY KEITA		
15 Qualité : OFFICIER D'ETAT CIVIL		

COÛT LÉGAL :

- Gratuit pour l'extrait d'acte de naissance (volet III)
- 100 FCFA pour la copie sur l'ensemble du territoire. La copie peut se faire dans n'importe quel centre d'état civil.

DÉLAI D'OBTENTION :

Généralement délivré sous 24 heures à partir de la réception du dossier par l'état civil.

RÉFÉRENCES :

Articles 74 à 79 de la loi n°06024 du 28 juin 2006 régissant l'Etat Civil (pour l'Extrait d'acte de naissance) et Articles 63, 64, 65 de la loi n°06024 (pour la copie).

SERVICES À CONTACTER :

Centre d'état civil du lieu de résidence

MALI TRIBUNE

Gaza :

Trois mois de crime contre la population civile



Depuis trois mois, la région de Gaza est le théâtre d'un conflit violent entre Israël et le Hamas. Cette guerre a entraîné de graves conséquences humanitaires, poussant le chef de l'ONU pour les affaires humanitaires, Martin Griffiths, à demander la fin immédiate des hostilités. Cet article mettra en lumière les souffrances endurées par la population civile de Gaza, les conditions de vie désastreuses auxquelles elle est confrontée et les défis auxquels les acteurs humanitaires sont confrontés pour apporter leur aide.

Les attaques sanglantes du 7 octobre perpétrées par le Hamas en Israël ont provoqué une réaction violente de l'armée israélienne. Depuis lors, on dénombre 1 200 morts et 240 personnes prises en otage à Gaza. Parmi les victimes, on trouve principalement des femmes et des enfants, touchés par les bombardements aériens et les opérations terrestres israéliennes. Cette situation a transformé Gaza en un lieu de mort et de désespoir.

La situation humanitaire à Gaza est alarmante. Les civils se retrouvent

sans abri, exposés aux températures glaciales. Les zones censées garantir leur sécurité ont été bombardées, laissant les familles sans refuge. Les installations médicales sont régulièrement attaquées, tandis que les hôpitaux partiellement fonctionnels sont submergés de patients traumatisés, manquant cruellement de fournitures. Le manque d'hygiène et l'insalubrité des abris surpeuplés entraînent la propagation de maladies infectieuses. De plus, la situation alimentaire est critique, avec des niveaux d'insécurité alimentaire sans



précédent. La famine menace la population de Gaza.

Les enfants de Gaza sont particulièrement touchés par cette guerre. Privés de nourriture, d'eau et d'éducation depuis 12 semaines, ils vivent dans un climat de terreur permanent, exposés aux bruits effrayants de la guerre. Cette expérience traumatique aura des conséquences à long terme sur leur développement physique et psychologique.

La communauté humanitaire est confrontée à une mission impossible : venir en aide à plus de 2 millions de personnes dans des conditions extrêmement difficiles. Les travailleurs humanitaires eux-mêmes sont tués ou déplacés, les communications sont coupées, les routes sont endommagées et les

convois d'aide sont visés par les tirs. De plus, les fournitures commerciales nécessaires à la survie de la population sont quasiment inexistantes. Malgré ces obstacles, les acteurs humanitaires persèverent pour soulager les souffrances de la population de Gaza.

La guerre qui sévit depuis trois mois à Gaza a engendré une crise humanitaire sans précédent. La population civile, en particulier les femmes et les enfants, subit des pertes tragiques, des conditions de vie insupportables et une insécurité alimentaire croissante. Les acteurs humanitaires font de leur mieux pour apporter leur aide, mais ils sont confrontés à d'énormes défis logistiques et sécuritaires. Il est urgent de mettre fin à cette guerre et de permettre à la population de Gaza

de retrouver une vie normale, dans la paix et la dignité. La situation actuelle au Moyen-Orient est très préoccupante. Les tirs de roquettes contre Israël se poursuivent, ce qui entraîne une escalade des tensions dans la région. De plus, plus de 120 personnes sont encore retenues en otage à Gaza, bien que certaines aient été libérées. Ces événements ont également provoqué des tensions en Cisjordanie, ce qui accroît le risque d'une nouvelle escalade de la guerre et d'un débordement régional.

M. Griffiths, un haut responsable, a appelé à la fin immédiate de la guerre. Il a souligné l'importance pour toutes les parties impliquées de respecter leurs obligations en vertu du droit international, notamment de protéger les civils et de



répondre à leurs besoins essentiels. De plus, il a insisté sur la nécessité de libérer immédiatement tous les otages. M. Griffiths a également appelé la communauté internationale à utiliser toute son influence pour parvenir à une résolution pacifique de ce conflit. Il a souligné que cette guerre aurait dû être évitée et qu'il est grand temps qu'elle prenne fin.

Face à cette situation, il est essentiel que les parties impliquées dans

le conflit prennent des mesures immédiates pour désamorcer les tensions et s'engagent dans des pourparlers de paix significatifs. Il est également crucial que la communauté internationale intensifie ses efforts diplomatiques pour faciliter la résolution de ce conflit, en utilisant tous les moyens dont elle dispose pour promouvoir le dialogue et la compréhension mutuelle entre les parties.

La protection des civils et le respect du droit international humanitaire doivent être une priorité absolue dans cette situation. Toutes les parties doivent faire preuve de retenue et garantir la sécurité des civils, en évitant les attaques indiscriminées qui pourraient causer des pertes humaines et des souffrances supplémentaires.

Karamoko B Keita

www.malikile.com

BRICS+ : Un élargissement impressionnant



À l'aube de 2024, à compter du 1^{er} janvier, cinq pays supplémentaires sont devenus membres à part entière des BRICS, une association transnationale qui comprenait jusqu'alors le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, et est ainsi devenue BRICS+ (BRICS Plus), totalisant dix pays.

L'Égypte, située au nord-est de l'Afrique et en partie sur la péninsule du Sinaï, qui constitue un isthme vers l'Asie du sud-ouest, ce qui en fait un pays transcontinental, est considérée comme une puissance majeure en Afrique du Nord, dans la mer Méditerranée, dans le monde

islamique et dans la mer Rouge. Un pays arabe historique peuplé - avec 104,5 millions d'habitants - avec un héritage culturel long et très riche et en même temps le pays militaire le plus puissant d'Afrique qui contrôle le canal stratégique de Suez. L'Égypte possède également d'énormes réserves de gaz naturel, estimées à 2.180 kilomètres cubes, et le gaz naturel liquéfié égyptien est exporté vers de nombreux pays.

L'Éthiopie est un pays situé dans la Corne de l'Afrique, à l'extrémité orientale du continent africain. Avec une population de 107,5 millions d'habitants, selon une estima-

tion officielle pour 2023, c'est l'État méditerranéen le plus peuplé du monde. Un pays pauvre mais en développement rapide avec un grand poids géostratégique en Afrique, qui, outre sa production agricole qui contribue à 41% du PIB, possède également les plus grandes ressources en eau de tout le continent. L'Éthiopie est le plus grand producteur de café d'Afrique et le deuxième producteur de maïs.

L'Iran est un pays du Moyen-Orient en Asie du Sud-Ouest. Sa population est de 88,5 millions d'habitants selon l'estimation moyenne des Nations Unies pour 2022. L'Iran est considéré comme une puissance régionale majeure et occupe une position de premier plan en matière de politique énergétique et d'économie mondiale, principalement en raison de ses importantes réserves de pétrole et de gaz naturel. L'Iran était le huitième pays producteur de pétrole au monde en 2022 avec 3.822.000 barils par jour. En même temps, l'Iran dispose de forces armées puissantes et d'un important personnel scientifique, stationnés dans des régions clés de la planète telles que la mer d'Oman et le golfe Persique.

L'Arabie saoudite est un pays de la péninsule arabique, qui en occupe la majeure partie, soit environ 80 %, et qui est baignée par le golfe Persique au nord-est et la mer Rouge à l'ouest. Selon une estimation officielle pour 2022, sa population est de 32,2 millions d'habitants, dont 30 % de citoyens non saoudiens (estimation 2013). L'économie de l'Arabie saoudite repose sur le pétrole, dont proviennent environ 75 % des recettes budgétaires et 90 % des exportations. En 2022, l'Arabie saoudite est arrivée au deuxième rang mondial après les États-Unis avec une production de 12 136 000 barils par jour et détient 17 % du total des réserves prouvées de pétrole

à l'échelle mondiale.

Les Émirats arabes unis, en abrégé EAU, sont un État fédéral composé de sept émirats, situé à la pointe sud-est de la péninsule arabique. Les Émirats arabes unis sont baignés par le golfe Persique et le golfe d'Oman et bordent l'Arabie saoudite et le sultanat d'Oman. Ils comptent 9,3 millions d'habitants selon une estimation officielle pour 2020. Le pays est riche en gisements de pétrole et de gaz naturel et sa population bénéficie d'un revenu comparable à celui des pays occidentaux développés. Les Émirats arabes unis étaient le septième pays producteur de pétrole au monde en 2022, avec 4 020 000 barils par jour.

Quant à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, qui comptent parmi les pays les plus riches en termes de PIB par habitant, ils ont continué à afficher une croissance économique malgré les incertitudes mondiales, notamment les taux d'intérêt élevés, l'inflation et les tensions géopolitiques, alors qu'ils se concentrent sur la diversification de leurs économies.

Selon le FMI, l'économie de l'Arabie saoudite a connu une croissance de 8,7 % en 2022 – le taux de croissance annuel le plus élevé parmi les 20 plus grandes économies du monde – et de seulement 0,8 % pour l'ensemble de 2023. En revanche, l'économie des Émirats arabes unis a connu une croissance de 3,4 % en 2023, avec une croissance du PIB pétrolier de 0,7 % et du PIB non pétrolier de 4,5 %, soutenus par de solides performances dans le

tourisme, l'immobilier, la construction, les transports, l'industrie manufacturière et l'augmentation des dépenses d'investissement.

Avec cette intégration, le groupe, qui apparaît comme la force rivale du G7, s'étend désormais au Moyen-Orient et inclut en son sein les pays, alliés traditionnels de l'Occident, qui manifestent désormais des tendances à l'autonomie et contrôlent bien sûr une grande partie de la production mondiale d'hydrocarbures, renforçant ainsi la solidité financière du groupe.

Ainsi, les pays BRICS+ représentent collectivement désormais 45 % de la population mondiale avec environ 3,5 milliards d'habitants, un tiers de la surface solide de la Terre, 44 % de la production pétrolière mondiale totale ainsi que près d'un tiers du PIB mondial, s'élevant à environ 29 mille milliards de dollars, dépassant en termes d'achat équivalents, le G7, le groupe des sept économies les plus puissantes du monde développé.

Dans le même temps, au moins trente autres pays en développement ont déjà exprimé leur vif intérêt à rejoindre le groupe. Parmi ces pays figurent l'Algérie, le Congo, la Bolivie, le Venezuela, l'Indonésie et le Kazakhstan, qui ne sont pas des pays riches, mais possèdent d'énormes richesses minières et aimeraient bien se libérer de l'étau des multinationales occidentales et du dollar.

Ainsi, dans ce sens, les pays du groupe BRICS ont créé la Nouvelle

Banque de Développement (NDB) depuis 2014, alors qu'une grande partie des échanges entre eux se fait en monnaies nationales et non en dollars. Ils avancent également dans les discussions et les élaborations sur la création d'une monnaie commune (ralenties toutefois par les objections indiennes). Et ils recherchent toujours des solutions alternatives de transaction internationale contre à SWIFT. En conséquence, tous ces mouvements en cours conduisent progressivement à une dédollarisation du système économique mondial.

Lors du prochain sommet des BRICS+ qui se tiendra en octobre 2024 à Kazan, capitale du Tatarstan, ville russe située au confluent de la Volga et de la Kazanka en Russie d'Europe centrale, d'autres pays -géants de l'énergie- pourraient rejoindre le groupe et cela aura comme effet d'augmenter le contrôle du marché mondial de l'énergie des 40% qu'il représente aujourd'hui à un pourcentage plus élevé.

En conclusion, je voudrais souligner que l'expansion du groupe BRICS provoque des troubles dans les pays occidentaux et surtout aux États-Unis, qui procèdent à des réactions instinctives, avec la seule idée de la perte définitive de leur leadership mondial, et constitue une véritable étape vers le cours historique inévitable de la formation d'un nouvel ordre mondial intercontinental, un monde polycentrique.

Isidoros Karderinis



Niger: Vers une sortie de crise?

Six mois après le coup d'Etat militaire du général de brigade Abdourahamane Tchiani, qui a plongé le Niger dans une crise politique, diplomatique et sécuritaire, le pays se dirige vers une sortie de crise avec l'ouverture des discussions avec la Cédéao pour une Transition ouverte parallèlement au lancement des concertations régionales en prélude au Dialogue national inclusif (DNI), qui devrait définir les priorités de la Transition militaire.

À l'aube de 2024, à compter du 1er janvier, cinq pays supplémentaires sont devenus membres à part entière des BRICS, une association transnationale qui comprenait jusqu'alors le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, et est ainsi devenue BRICS+ (BRICS Plus), totalisant dix pays.

L'Le Niger est en train de se construire progressivement un avenir politique et diplomatique après un long bras de fer avec la Cédéao.

Lors du dernier sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'organisation sous-régionale, la Cédéao qui a acté officiellement le coup d'Etat au Niger a aussitôt engagé des discussions avec les nouvelles autorités de Niamey pour une Transition courte, condition sine qua non pour la levée des sanctions économiques et commerciales à l'encontre de Niamey. Selon nos informations, la Cédéao et les autorités du Niger discutent d'une Transition de 15 à 18 mois.

De sources concordantes au Niger, les nouvelles autorités de Niamey ne sont pas en faveur d'une période de Transition de courte durée. Ils souhaitent une Transition allant jusqu'à trois ans pour redresser le pays en le dotant d'institutions fortes et démocratiques avec la promulgation



d'une nouvelle Loi fondamentale, c'est-à-dire une nouvelle Constitution.

Robert Dussey, ministre togolais des Affaires étrangères non moins chef de file des négociateurs de la Cédéao avec les autorités militaires du Niger, est attendu mi-janvier à Niamey avec son homologue de la Sierra Leone, Timothy Kabba, pour approfondir les discussions sur la durée de la Transition. Une démarche qui s'amorce avant la tenue d'un sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Cédéao.

Il est indéniable que nous nous dirigeons vers une sortie de crise politico-diplomatique au Niger, six mois après le coup d'Etat militaire du général de brigade Abdourahamane Tchiani. En filigrane la prise de fonction de la nouvelle ambassadrice des Etats-Unis à Niamey, la reconnais-

sance par les Nations unies du régime militaire du général de brigade Abdourahamane Tchiani comme représentant officiel de Niamey à New York et la réouverture de la frontière béninoise avec le Niger en toile de fond la levée de la suspension des importations de marchandises transitant vers le Niger par le port de Cotonou.

C'est dans cette lancée que le Premier ministre nigérien, Ali Mahamane Lamine Zeine a lancé lundi 1er janvier 2024 à Agadez (Nord du Niger), le coup d'envoi des concertations régionales en prélude au Dialogue national inclusif (DNI) devant notamment fixer la durée de la Transition, les principes fondamentaux et les axes prioritaires pour la Transition.

Ousmane Mahamane
MALI TRIBUNE

CAN/COTE D'IVOIRE-2023

Plus de 3 milliards de F CFA pour le vainqueur

Le coup d'envoi de la 34^e édition de la Coupe d'Afrique des nations (Can) de football sera donné ce samedi 13 janvier. La compétition se poursuivra jusqu'au dimanche 11 février où la finale est prévue. Pour cette édition, la Confédération africaine de football (Caf) a revu à la hausse la récompense pécuniaire du vainqueur qui remportera, en plus du trophée continental, la somme colossale de 7 millions USD, soit plus de trois milliards de F CFA.



À quelques jours du démarrage de la Can/Côte d'Ivoire-2023, l'instance dirigeante du football continental, organisatrice de la compétition, aiguise l'appétit des 24 pays participant au tournoi. En effet, dans un communiqué rendu public, la Caf a annoncé une augmentation de 40 % du prix du vainqueur de la Can/Côte d'Ivoire-2023.

“Le vainqueur de la 34^e édition du plus grand évènement sportif organisé sur le sol africain, recevra 7 millions USD.

Le finaliste de cette Can percevra 4 millions USD. Chaque demi-finaliste repartira avec 2,5 millions USD et chacun des quatre quarts de finalistes, 1,3 million USD”, peut-on lire dans ledit communiqué.

Selon le président de la Caf, Dr. Patrice Motsepe, la Caf a fait des progrès significatifs au cours des deux dernières années en augmentant la dotation de la Can et de toutes ses autres compétitions majeures. “Nous avons augmenté

le prix du vainqueur de la Can à 7 millions USD, ce qui représente une augmentation de 40 % par rapport à la Can précédente. Je suis convaincu qu'une partie de ce montant contribuera au développement du football et profitera à toutes les parties prenantes du football, tout en aidant nos associations membres dans leur administration”, a espéré le Sud-africain.

AC.
MALI TRIBUNE



Bélier (21 mars - 19 avril)

Aujourd'hui, il faudra avoir une grande confiance en vous. Si vous avez des examens ou des présentations à venir, rappelez-vous que votre préparation méthodique et votre capacité à gérer votre stress ne pourront que vous faire briller. Vos compétences professionnelles seront mises à l'épreuve, mais vous serez à la hauteur. Faites preuve de détermination, restez concentré pour atteindre vos objectifs avec brio.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Au travail, vous allez être amené à effectuer une tâche que vous n'avez pas l'habitude de faire. Ne vous laissez pas dépasser par le stress de la nouveauté. Gardez en tête que si l'on s'est tourné vers vous, c'est que vous êtes capable, et effectivement, vous allez gérer la situation d'une main de maître. Si vous avez des doutes, vous pouvez demander conseil, mais les réponses sont en vous. Prenez confiance.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous hésitez à prendre une décision qui changera le cours de votre carrière. Les astres sont à vos côtés aujourd'hui pour que vous fassiez le bon choix. Ils mettront plusieurs signes sur votre route, à vous de les débusquer et d'en tirer les bonnes conclusions. Quel que soit votre choix, faites-le de façon éclairée, et une fois que vous aurez pris une décision, vous vous sentirez apaisé et prêt à aborder cette nouvelle vie.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Au bureau, votre efficacité n'est plus à prouver ; votre direction sait qu'elle peut compter sur vous à tout moment. Il vous reste quelques efforts à faire lorsque vous réalisez des travaux d'équipe. Vous appréciez mener votre barque en solitaire, mais certains projets nécessitent d'être à plusieurs. Prenez sur vous, partagez vos compétences et votre expérience et retirez-en le meilleur. Bien entourés, nous réussissons toujours mieux.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous devrez apprendre à tirer les leçons de vos erreurs passées sur le plan professionnel. Rappelez-vous que qui trop se hâte n'arrive pas toujours. Il sera préférable de prendre votre temps pour réaliser vos tâches correctement. À vouloir faire trop vite, vous risquez de bâcler votre travail. Si tel est le cas, on vous demandera de le reprendre, vous aurez ainsi perdu du temps plutôt que d'en gagner.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous vous dispersez dans votre travail. Vous passez d'une tâche à une autre sans avoir terminé la première, et ainsi de suite. Et vers la fin, vous vous retrouvez avec de nombreux projets entamés qui restent en suspens. Il est évident que cela part d'une bonne intention, celle de vouloir accomplir un maximum de choses, mais finalement, aucun de vos buts n'est atteint. Avancez doucement, mais sûrement, un projet à la fois, et vous y verrez plus clair.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Votre envie de nouveauté vous pousse à tout quitter pour changer de vie professionnelle. Ne vous laissez pas berner par les sirènes du changement et pesez soigneusement le pour et le contre avant de prendre une décision aussi radicale. Une personne de votre entourage va venir vous conseiller avec bienveillance. Saisissez cette main tendue au lieu de vous murer dans vos convictions, vous risqueriez de le regretter.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous sentez que vous avez du mal à garder le même poste plus de quelques mois. Vous avez un besoin constant de changement et de nouveauté. Vous vous ennuyez vite et il vous faut en permanence du mouvement. Sachez que cela peut être mal vu par certaines entreprises qui considèrent que ce comportement traduit un manque de stabilité. Vous risquez d'être perçu comme quelqu'un de non fiable par des recruteurs potentiels.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous avez besoin de changement. Vous entrez dans une phase de votre vie où vous allez renaitre de bien des manières. Votre activité professionnelle n'est pas en reste et votre quotidien va être bousculé prochainement par de nouvelles arrivées. Au lieu de vous fermer comme une huître en pestant intérieurement contre ces modifications, accueillez la nouveauté : vous avez beaucoup de positif à en retirer !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous aurez l'impression de tourner en rond et de ne pas avancer. Pour retrouver de l'efficacité, soyez ouvert à l'innovation et à la créativité. Les nouvelles idées et approches pourraient améliorer votre productivité et vos résultats. Optez pour une collaboration plus étroite avec vos collègues. Travailler en équipe sera moteur aujourd'hui et vous permettra de retrouver votre dynamisme et votre enthousiasme.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Cette période vous pousse à sortir de votre zone de confort. Des opportunités de carrière inattendues pourraient surgir. Soyez ouvert à explorer de nouveaux horizons professionnels et à adopter une approche plus téméraire. Votre énergie inépuisable du moment vous aidera à relever les défis qui se présentent, alors n'hésitez pas à oser et à découvrir ces nouvelles perspectives qui se profilent. Pensez toutefois à bien vous entourer.



Poisson (19 février - 21 mars)

Une opportunité unique pourrait se présenter aujourd'hui. Un de vos collègues pourrait vous accorder sa confiance et vous révéler un secret. Votre capacité à gérer cette confiance avec discrétion pourrait renforcer vos relations au sein de l'équipe, mais également avoir un impact positif sur l'atmosphère générale au travail. Soyez attentif à ces opportunités et faites preuve de professionnalisme.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Commission de l'Organisation des États de l'Afrique de l'Ouest
KASSOUCHE invite les acteurs de la justice à la pédagogie et à l'unité

1273 Malikilé



Kamena lève le voile !



Commission de finalisation du projet de Constitution
Le révisé

1274 Malikilé



Les enfants de Badalabougou servis



8ème édition de la Nuit de l'Entreprenariat : Un rendez-vous d'affaires et de partage d'idées novatrices

1275 Malikilé



Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA



Madame Moussa Diop Moussa Faki Mahamat reçu par Assimi Goita

1276 Malikilé



La grosse ornaque !



Gestion des fonds, l'aménagement et la protection des forêts et de la faune. La Voix pour Général d'élite
1008.995.262 FCAA l'Irrigantier féminine

1277 Malikilé



242 filles et femmes installées



ANGE: Me Moustapha Cissé, l'homme de la situation

1278 Malikilé



De quoi ont peur les pays de la zone franc ?



PROFESSEUR Le responsable des Droits de l'Homme persona non grata

1279 Malikilé



Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM



Burkina Faso: Des élèves exposés à la querelle populaire

1280 Malikilé



Les travaux débutent aujourd'hui !



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23